

**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
2026**

**HABILLEMENT DES PERSONNELS :
LES OUTRE-MER, ENCORE LES OUBLIÉS DE
L'ADMINISTRATION !**

DANS L'HEXAGONE, ON ANNONCE DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS. EN OUTRE-MER, LES AGENTS ATTENDENT TOUJOURS LEURS UNIFORMES !

La dernière commission d'habillement vient de se tenir. Au programme : présentation de nouveaux modèles de chaussures, évolution des effets d'uniforme et annonces sur les futurs équipements des personnels pénitentiaires.

À lire les déclarations, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Mais cette communication institutionnelle contraste fortement avec la réalité vécue quotidiennement par les personnels pénitentiaires des Outre-mer.

La CGT Pénitentiaire Guadeloupe dénonce une différence de traitement devenue inacceptable entre les agents exerçant dans l'Hexagone et ceux affectés en Outre-mer.

• DES PAQUETAGES INCOMPLETS, DES AGENTS ABANDONNÉS !

Depuis trop longtemps, le renouvellement et la distribution des effets d'habillement souffrent d'un manque flagrant de rigueur, d'organisation et de suivi. Les cartons arrivent dans les établissements avec des articles manquants. Les livraisons sont partielles, sans véritable contrôle contradictoire ni inventaire rigoureux. Quelques coups de stylo sur une liste semblent parfois suffire à considérer qu'une distribution a été effectuée !

Et pour les articles manquants ?

Aucune date de livraison fiable. Aucun suivi clairement communiqué. Aucune réponse concrète aux agents. Pire encore, les services chargés localement de la gestion des commandes ne disposent plus des moyens nécessaires pour suivre les dossiers et apporter des réponses précises aux personnels.

Comment peut-on imposer le port obligatoire de l'uniforme sans être capable d'en garantir la fourniture et le renouvellement ?

• DES SURVEILLANTS CONTRAINTS DE TRAVAILLER AVEC DES UNIFORMES USÉS !

Aujourd'hui, des collègues continuent d'assurer leurs missions avec :

- Des pantalons déchirés ou fortement usés.
- Des tee-shirts délavés et détériorés.
- Des effets d'uniforme devenus inadaptés à un usage professionnel.
- Des chaussures dont le renouvellement pose régulièrement problème.

Certains surveillants sont même contraints de solliciter leurs collègues pour récupérer ou emprunter des effets d'habillement afin de pouvoir assurer leur service dans une tenue réglementaire.

• QUELLE IMAGE L'ADMINISTRATION DONNE-T-ELLE DE SES PERSONNELS ?

L'uniforme représente l'autorité de l'État. Il participe à l'identification, à la protection et à la dignité des agents.

Il est inadmissible que ceux qui représentent quotidiennement cette autorité soient contraints de travailler dans de telles conditions.

• TROIS FOIS MOINS DE MOYENS POUR LES OUTRE-MER : UNE INÉGALITÉ QUE NOUS DÉNONÇONS !

Selon les éléments dont dispose notre organisation, les dépenses consacrées à l'équipement des agents en Outre-mer seraient trois fois inférieures à celles constatées dans l'Hexagone.

Si ces écarts sont confirmés à périmètre comparable, comment l'administration peut-elle les justifier ?

Les agents ultramarins seraient-ils des personnels de seconde zone ?

Leurs missions seraient-elles moins importantes ? Leur uniforme devrait-il être moins bien entretenu ou renouvelé ?

La CGT refuse toute différence de traitement injustifiée entre les personnels pénitentiaires, quel que soit leur territoire d'affectation. D'autant que les conditions climatiques tropicales, la chaleur, l'humidité et les lavages fréquents peuvent accélérer l'usure des effets d'habillement. Ces spécificités devraient conduire l'administration à adapter sa politique de dotation et de renouvellement, et non à laisser les agents sans solution.

LA CGT INTERPELLE DIRECTEMENT LA DSPOM !

Nous demandons à la Direction des services pénitentiaires d'Outre-mer de prendre pleinement ses responsabilités.

LA CGT PÉNITENTIAIRE GUADELOUPE EXIGE :

- 1. Une véritable politique d'habillement adaptée aux Outre-mer, tenant compte des contraintes climatiques et professionnelles.
- 2. Un suivi rigoureux et individualisé des paquetages, avec vérification systématique des articles livrés, manquants et restant à fournir.
- 3. La communication de délais précis de livraison pour les effets non distribués.
- 4. Le rétablissement de moyens de suivi pour les services gestionnaires locaux, afin qu'ils puissent renseigner efficacement les agents.
- 5. Le remplacement prioritaire des uniformes détériorés, notamment des pantalons, tee-shirts et chaussures.
- 6. La transparence sur les budgets consacrés à l'habillement, avec une comparaison objective des dépenses par agent entre l'Hexagone et les Outre-mer.
- 7. La mise en place d'un bilan régulier en instance de dialogue social, permettant aux représentants du personnel de contrôler les difficultés d'approvisionnement et les mesures correctives.

ASSEZ DES ANNONCES ! NOUS VOULONS DES ACTES !

La CGT Pénitentiaire Guadeloupe rappelle que les agents ultramarins sont des fonctionnaires de l'État à part entière. Mêmes obligations, mêmes missions, mêmes droits à un équipement digne et adapté ! L'éloignement géographique ne peut pas devenir un prétexte à l'absence de suivi, aux retards répétés et aux différences de traitement.

Nous demandons à la DSPOM de présenter rapidement un état précis de la situation et un plan d'action concret pour mettre fin à ces dysfonctionnements.

L'ADMINISTRATION EXIGE UNE TENUE IRRÉPROCHABLE DE SES AGENTS. QU'ELLE COMMENCE PAR LEUR FOURNIR LES MOYENS DE LA PORTER !

La CGT PÉNITENTIAIRE GUADELOUPE - Le 21 Octobre 2026
Pour l'égalité de traitement, le respect et la dignité de tous les personnels pénitentiaires.

 **DU 03 AU 10 DÉCEMBRE 2026 FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX !**
CHOISISSEZ LE CHANGEMENT :

VOTEZ *la* **cgt** **Pénitentiaire**